



Envoyé en préfecture le 01/07/2022

Reçu en préfecture le 01/07/2022

Affiché le

SLO

ID : 086-228600011-20220630-22_A_SE_0200-AR

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DA-SE-0200

du **30 JUIN 2022**

*DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX*

Portant modification à compter du **01/07/2022**
du tarif horaire applicable aux bénéficiaires de
l'Allocation Personnalisée d'Autonomie, et
de la Prestation de Compensation du
Handicap, pour les interventions réalisées par
la Mutualité Française Vienne en mode
prestataire

RENDU EXECUTOIRE LE

13 JUIL. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU la délibération du 17 décembre 2021 du Conseil Départemental de la Vienne
relative au budget départemental primitif pour 2022 ;

VU l'arrêté n°2007 DISS/SSP-014 du 25 octobre 2007 portant autorisation au
service d'aide à domicile géré par la Mutualité Française Vienne ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0180 du 14 mars 2022 portant
renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à
Domicile délivré à la Mutualité Française Vienne ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018,
l'avenant n° 1 signé le 6 juillet 2020, l'avenant n° 2 signé le 1^{er} avril 2021 et l'avenant n° 3 en
cours de signature entre le Département et la Mutualité Française Vienne ;

VU l'article 1er du décret n° 2021-1155 du 6 septembre 2021 relatif à l'aide aux
départements versée par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie en application de
l'article 47 de la loi de financement de la Sécurité Sociale n° 2020-1576 du 14 décembre 2020
afin de prendre en charge une partie des coûts directement supportés par les Départements
consécutivement à la conclusion de conventions ou accords collectifs de branche en matière de
revalorisation des rémunérations versées aux salariés de ces services ;

VU l'avenant 43 agréé conformément aux dispositions de l'article L314-6 du
code de l'action sociale et des familles et s'imposant ainsi aux autorités compétentes en matière
de tarification avec une date d'effet à partir du 1^{er} octobre 2021 ;

VU le maintien du soutien de la CNSA dans le cadre du financement complémentaire est alloué au Département pour pour actions sur la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 août 2022 ;

Envoyé en préfecture le 01/07/2022
Reçu en préfecture le 01/07/2022
Affiché le
ID : 086-228600011-20220630-22_A_SE_0200-AR

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le tarif horaire de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie ainsi que de la Prestation de Compensation du Handicap, applicable aux bénéficiaires du service d'aide à la personne de la Mutualité Française Vienne est fixé comme suit :

Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 :

22,50 € par heure pour des interventions de la semaine, les dimanches et jours fériés.

ARTICLE 2 : Au titre de l'avenant 43, la dotation pour l'année 2022 calculée selon les activités prévisionnelles 2022 pour l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère est de 142 664 € pour 32 350 heures, soit à titre indicatif un coût horaire de 4,41 €.

Cette dotation est versée mensuellement à hauteur de 80 % à partir du 1^{er} janvier 2022, soit 9 511 €.

Le solde sera versé en 2023 sur la base des surcoûts 2022 réellement remontés par la Mutualité Française Vienne au Département, au plus tard le 31 janvier 2023.

ARTICLE 3 : Au titre de la continuité de la préfiguration sur la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 août 2022, la dotation est calculée selon les activités prévisionnelles 2022 pour l'APA et la PCH répartie sur 8 mois, soit 9 241 €.

ARTICLE 4 : L'Allocation Personnalisée d'Autonomie et la Prestation de Compensation du Handicap à domicile sont versées directement au service à la personne concerné intervenant sur un mode prestataire, sur présentation d'une facture indiquant précisément la prestation rendue.

ARTICLE 5 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai **d'un mois** à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale – Cour administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun - 33074 BORDEAUX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un **délai franc d'un mois** à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 01/07/2022

Reçu en préfecture le 01/07/2022

Affiché le

ID : 086-228600011-20220630-22_A_SE_0200-AR

ARTICLE 6 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction de l'Etablissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 JUIN 2022**

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Alain PICHON', is written over a faint, larger blue signature.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 01/07/2022

Reçu en préfecture le 01/07/2022

Affiché le



ID : 086-228600011-20220630-22_A_SE_0200-AR